



PRÉFET DE LA SARTHE

Préfecture
Direction de la coordination des politiques publiques et de
l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Unité départementale de la Sarthe

Arrêté n°DCPPAT 2018-0478 du 14 NOV. 2018

**OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
SAS BSN MEDICAL – rue du Millénaire – VIBRAYE
Levée partielle de mise en demeure**

Le Préfet de la Sarthe
Officier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99/0351 du 27 janvier 1999 autorisant la société SMITH & NEPHEW à exploiter sur le territoire de la commune de VIBRAYE, des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le récépissé de déclaration de changement de raison sociale délivré le 20 juin 2001 à la SAS BSN MEDICAL ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2018-0023 du 17 janvier 2018 mettant en demeure la société BSN MEDICAL de se conformer aux dispositions des articles 8.1.4 et 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1999 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, en date du 9 octobre 2018 proposant la levée partielle de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 janvier 2018 ;

Considérant que lors de sa visite du site en date du 18 septembre 2018, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté que l'exploitant a satisfait à la régularisation de sa situation au regard de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1999 susvisé ;

Considérant que l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, précise que la mise en demeure prononcée par arrêté préfectoral du 17 janvier 2018 peut être levée sur ce point ;

Considérant que l'exploitant n'a pas encore réalisé les travaux nécessaires pour lever la mise en demeure portant sur la non conformité aux dispositions de l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1999 (échéance 17 janvier 2019) ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

Article 1 : La mise en demeure prononcée par arrêté préfectoral n°DCPPAT 2018-0023 du 17 janvier 2018, à l'encontre de la société BSN MEDICAL située rue du Millénaire à VIBRAYE, est levée, à compter de la notification du présent arrêté, en ce qui concerne les prescriptions prévues à l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1999.

Article 2 : L'arrêté de mise en demeure du 17 janvier 2018 continue néanmoins à produire ses effets jusqu'à l'exécution complète des prescriptions fixées à l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1999.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS, le maire de VIBRAYE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de la Sarthe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Thierry BARON